

Recueil de documents des archives du Comité international de la Croix-Rouge sur le sort des juifs de France internés et deportés, 1939-1945 [Serge Klarsfeld et al.]

Autor(en): **Fivaz-Silbermann, Ruth**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **8 (2001)**

Heft 1

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



drohten Kinder aus dem republikanischen Lager und die Rettung jüdischer Kinder ein. Nichtschweizerische, nichtchristliche Menschen galten den Frauen und Männern grundsätzlich als schweizerischen und christlichen gleichwertig. Darin steckte nach Schmidlin ein oppositionelles Potential, wie das spätere Verhalten von Rösli Näf zeigte, auch wenn diese persönlich ihre Aktion noch 1993 als eine «unpolitische» verstand. Zur differenzierteren Einschätzung Schmidlins hat die Berücksichtigung des geschlechtergeschichtlichen Ansatzes massgeblich beigetragen. Frauen übernahmen praktische, aber auch organisatorische Funktionen, hatten jedoch auf der institutionellen Ebene kaum Mitbestimmungsmöglichkeiten, was sich dann nach der Unterordnung der Kinderhilfe unter das Rote Kreuz auswirkte.

Die Instrumentalisierung der Kinderhilfe für die Positionierung der Schweiz behandelt der 2. Teil der Arbeit. Die Behörden rückten vom Konzept der Kinder als «unschuldiger» Opfer ab, indem sie den Einsatz der nun ihnen unterstellten Hilfswerke für die jüdischen Kinder und Jugendlichen als Parteinarbeit werteten. Ihr Verständnis der Kinderhilfe als politischer Strategie kontrastierte scharf mit dem lebensweltlichen Engagement der in den Hilfswerken Arbeitenden. Mit der Kinderhilfe wurde 1942 die humanitäre Politik zu einem neuen Element nationaler Identität, die mit der Schweizer Spende für den Wiederaufbau nach Kriegsende ihre Fortsetzung fand. Sie war, so Schmidlins These, das Eintrittsbillet ins Europa der Nachkriegszeit.

Als unerlässliche Hilfe erweist sich bei der Lektüre die der Untersuchung vorangestellte Liste der vielen verschiedenen Hilfswerke und Gruppierungen und ebenso hilfreich sind die dem Werk angefügten Kurzbiografien der wichtigsten Exponentinnen und Exponenten.

Augenfällig wird damit auch die Bedeutung des Einsatzes von Frauen, die in der Geschichtsschreibung zum 2. Weltkrieg sonst als individuelle Personen nur wenig in Erscheinung treten. So ist die Arbeit auch aus frauengeschichtlicher Perspektive von Bedeutung. In den zwischen 1993 und 1994 geführten Interviews mit Betroffenen ist das emotionale Engagement äusserst spürbar und überträgt sich auf die Leserin und den Leser. Diese mündlichen Quellen ergänzen die umfangreichen Materialien aus den Archiven von Bund, Organisationen und Privaten. Schmidlin zögert nicht, in zum Teil äusserst minutiöser Weise einzelne Verhandlungsschritte nachzuzeichnen, um ihre These der Instrumentalisierung der Kinderhilfe zu belegen. Diese ist bis heute in der politischen Debatte um die Politik der Schweiz im 2. Weltkrieg noch kaum aufgegriffen worden.

Elisabeth Joris (Zürich)

**THE BEATE KLARSFELD
FOUNDATION
RECUEIL DE DOCUMENTS
DES ARCHIVES DU COMITE
INTERNATIONAL DE LA CROIX-
ROUGE SUR LE SORT DES JUIFS
DE FRANCE INTERNES ET DEPORTES,
1939–1945**

**PAR SERGE KLARSFELD AVEC LA
COOPERATION DE JEAN LEVY**

PARIS, 1999, 2 VOL., 1014 P.

Depuis des années, Serge Klarsfeld pourfend les semi-vérités érigées en dogme historique, les constats hâtifs, les affirmations partiales et polémiques sur les chiffres ou sur d'autres aspects précis de la déportation des Juifs de France. Dans cet esprit, ce recueil est né d'une interrogation: comment concilier la mauvaise réputation que s'est faite dès la fin de la

guerre le CICR, accusé de ne rien avoir tenté pour sauver les Juifs de l'extermination, avec le souvenir avéré de certains bienfaits de l'action de ce même CICR, notamment la protection étendue sur les prisonniers juifs français en Allemagne, qui ne furent pas envoyés à Auschwitz? En somme, reprenant la question posée par Jean-Claude Favez en 1988, il s'agissait de prouver qu'en ce qui concerne les Juifs de France internés et déportés, la mission n'avait pas été tout à fait impossible, ni tout à fait infructueuse.

Il faut utiliser ce recueil comme une mine de matériaux bruts pour explorer l'action humanitaire du CICR. Pour une interprétation de ces documents, ne serait-ce que pour comprendre l'organisation interne du CICR et de ses diverses agences et commissions, ainsi que des organismes qui lui étaient associés (sociétés nationales de Croix-Rouge, Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge), et de la politique qui fut la leur – et ne fut pas toujours la même que celle du CICR –, il faudra se référer, entre autres, à l'étude classique de Jean-Claude Favez, *Une mission impossible?*, parue en 1988. Nous aimerions formuler une légère critique: elle concerne l'absence de toute description archivistique, table, registre ou index. Les documents sont simplement reproduits dans l'ordre chronologique, ce qui oblige l'utilisateur à partir en chasse de ce qui peut l'intéresser. La cote n'est pas indiquée, qui serait pourtant utile pour retrouver le contexte d'un document. Enfin, on ignore quel est le degré d'exhaustivité du dépouillement; une indication plus précise des fonds du CICR explorés aurait rendu grand service aux chercheurs.

En ce qui concerne la première catégorie de civils juifs nommés dans le titre, les internés, l'aide humanitaire effective dispensée par le comité de Genève est

duits in extenso dans le recueil, comme les rapports du Dr Alec Cramer, envoyé à plusieurs reprises en qualité de délégué visiter les «camps de la honte» – selon la formule d'Anne Grynberg –, notamment en décembre 1940 et en septembre–octobre 1941; ou encore l'important rapport sur la situation alimentaire dans les camps de la zone non occupée, rendu le 1er juillet 1942 par la Commission d'hygiène du comité de coordination pour l'assistance dans les camps (comité de Nîmes) et communiqué au CICR. On y trouve également des renseignements précieux sur l'application du projet de 1934 dit de Tokyo (protection des civils de nationalité ennemie se trouvant sur le territoire d'un belligérant), et des détails concrets sur l'état sanitaire des camps, par exemple le camp d'internement de Saint-Cyprien, où sont rassemblés environ 4000 Juifs allemands ou autrichiens déportés de Belgique le 13 mai 1940: on notera le taux effarant de colibacilles d'origine fécale présents dans l'eau de la pompe desservant la cuisine, et qui, mieux que n'importe quel exposé historique, documente la misère physiologique des internés. On y apprend beaucoup de choses aussi sur les multiples liens latéraux qu'entretenait le CICR avec d'autres organisations préoccupées à divers titres par le sort des Juifs internés (Congrès Juif mondial, Conseil œcuménique des Eglises, Quakers, Consistoire israélite de France, communautés israélites de Suisse, etc.), et on y glane des renseignements utiles sur les circuits et la date d'apparition des informations.

En ce qui concerne l'autre catégorie de civils juifs dont on pouvait attendre la protection par le CICR, à savoir les déportés dans le cadre de la Solution finale, le recueil nous livre également beaucoup de pièces, comme les procès-verbaux des séances de la Commission de coordination (bureau politique du CICR) et l'origi-



nal de certains documents importants déjà cités et analysés, notamment la note du 24 septembre 1942 (Favez, 134 sq). Nous sommes amenés à suivre en filigrane l'interrogation sur le sort des déportés – non seulement de France, mais de toute l'Europe –, et les termes mêmes des documents, leur forme autant que leur fond, retiennent toute notre attention. On peut cependant douter que cette lecture, pour instructive qu'elle soit, nous puisse donner une image du rôle du CICR différente de celle construite par Favez, à savoir celle d'un CICR qui, devant les obstacles réels ou pressentis, renonce à son rôle politique en faveur d'un rôle strictement humanitaire, rôle qui se cristallise essentiellement dans l'envoi de colis alimentaires dans les camps.

Mission impossible? Réhabilitation du CICR? Le débat ne saurait être clos. Que pouvait réellement le CICR contre l'association de malfaiteurs – selon les termes du Tribunal de Nuremberg – représentée par la SS et le redoutable RSHA, commissariat allemand à la Sûreté de l'Etat, organisateur de la déportation et de l'extermination des Juifs d'Europe? Ou contre un Reich qui menaçait de se retirer des Conventions de Genève? Certains historiens considèrent aujourd'hui que, dans le contexte de l'extermination, chaque vie humaine sauvée a été un acte de résistance. En ce sens, l'aide aux internés du sud de la France et les rations caloriques dispensées par le million de colis envoyés (Favez, 148) ont été autant de petites missions accomplies.

Ruth Fivaz-Silbermann (Genève)

REGULA SCHIESS **WIE DAS LEBEN NACH DEM FIEBER IN ZUSAMMENARBEIT MIT JUCA UND GABOR MAGOS-GIMES**

PSYCHOSOZIAL, ZÜRICH 1999, 555 S., FR. 89.–

Das vorliegende Buch stellt ein umfangreiches Oralhistory-Projekt dar: Die Psychoanalytikerin und Therapeutin Regula Schiess lässt das ungarisch-jüdische Ehepaar Juca und Gábor Magos-Gimes ihre Familiengeschichte erzählen. Die Autorin ergänzt den Erzählstrang des Interviews in chronologischer und thematischer Perspektive durch Aussagen anderer Zeitzeugen, durch kleinere historische Erklärungen und eingefügte Zitate aus zeitgenössischen Quellen sowie durch Bilddokumente. Das Buch spannt in drei Kapiteln einen Bogen vom Ende der österreichisch-ungarischen Monarchie bis zur Wende in Ungarn 1989. Es stellt gleichzeitig die Geschichte einer ungarischen Emigrantenfamilie in der Schweiz dar, wohin Juca und Gábor nach dem Einmarsch der sowjetischen Armee in Ungarn im November 1956 flüchteten. Seitdem lebten sie in Dübendorf in der Nähe von Zürich, – Gábor Magos verstarb Anfang 2000. Ihre Heimatstadt Budapest konnten sie erst zu Beginn der 80er-Jahre wieder besuchen, als die Schweizer Behörden nach mehrfacher Zurückweisung endlich ihrem Einbürgerungsgesuch stattgaben. Für Juca erfüllte sich damit der Wunsch, einen Status zu erhalten, der sie von den anderen Bürgern nicht unterschied und der ihr endlich ein Gefühl der Sicherheit gab – nach einem Leben im Fieber. Das Buch ist Zeugnis zweier bewegter Leben, die beide Zeitzeugen der Autorin in grosser Offenheit erzählen.

Der gemeinschaftliche Lebenslauf von Gábor Magos und Juca Gimes – sie lernten sich in den 30er-Jahren in Budapest kennen – enthält eine besondere